

Préfiguration de la présidentielle 2027 : Pour une République écologique et sociale, les écologistes pour l'union de la gauche en 2027

Résumé

Face à l'urgence climatique, à l'explosion des inégalités, à l'affaïssement démocratique et à la montée de l'extrême droite, nous affirmons la nécessité d'un projet de société profondément transformateur. Ce projet place l'écologie au cœur de la République, non comme un enjeu parmi d'autres, mais comme un puissant levier d'égalité, de la démocratie réelle et de la dignité humaine pour une planète vivable.

Conformément au texte d'orientation adopté lors de notre Congrès national de 2025, ainsi qu'à la motion votée en octobre 2024 affirmant notre ambition pour l'union, notre mouvement souhaite désormais définir les modalités concrètes par lesquelles il entend anticiper et s'engager pleinement dans la perspective de l'échéance présidentielle de 2027. Il s'agit de créer les conditions d'un rassemblement large et cohérent des forces écologistes et de gauche, en vue de construire un projet commun qui incarne l'espoir et le progrès, et de porter ensemble une candidature unitaire capable de répondre aux attentes du pays et de l'emporter.

Exposé des motifs

La volonté des Écologistes de travailler à une candidature commune n'est plus à prouver. Dans le texte d'orientation largement adopté par les adhérent·es de notre mouvement lors de notre récent congrès, nous nous sommes prononcés en faveur d'une candidature commune à la gauche et aux écologistes, construite pour se qualifier au second tour et pour l'emporter afin de transformer la société. Cette candidature doit émerger d'un processus associant les citoyen·ne·s et nos partenaires dans le cadre d'une union la plus large possible et qui doit dépasser les frontières des partis politiques.

Le Nouveau Front populaire a démontré lors des dernières élections qu'une union large de la gauche, soutenue par les corps intermédiaires et la société civile organisée est possible et souhaitée par une partie importante de la population. Cette alliance a permis d'augmenter le nombre de député·e·s écologistes à l'Assemblée nationale à l'occasion des législatives de 2024 et de constituer un socle de gauche de 193 député·e·s. Depuis lors, les politiques de droite et l'extrême droite ont toutefois continué de progresser, soulignant l'urgence de renforcer cette union et doit nous interpeller sur la responsabilité historique que nous avons.

La crédibilité d'une union pour 2027 ne saurait pour autant se décréter, elle doit se construire en lien avec chacune de nos valeurs : l'antiproduktivisme, la lutte contre un capitalisme destructeur des droits humains et du vivant, le bien-être animal, la sortie des énergies extractivistes (y compris le nucléaire), la défense des droits des personnes LGBTQIA+ et de toutes les minorités, l'écoféminisme, l'autonomie des territoires, l'Europe sociale et écologique, et l'écoute de la société civile. Face à l'austérité prônée par le FMI, nous devons défendre une économie au service de la justice sociale et de la transition écologique. La justice doit demeurer un rempart contre les inégalités, et non un outil de répression, particulièrement contre les plus précaires. En matière de sécurité, la protection des populations, y compris face à la haine et aux cybermenaces, doit primer sur les logiques sécuritaires inefficaces. Sur le plan de la défense, l'engagement européen de la France doit s'accompagner d'une politique active de désescalade et de paix. Enfin, la France doit défendre avec constance le droit international et les droits humains, partout, tout le temps et abandonner le double standard dont elle a malheureusement été la porte-parole depuis de trop nombreuses années face notamment au génocide en cours à Gaza.

Tout en s'inscrivant dans l'union de la gauche, les Écologistes doivent cultiver leur singularité et leur capacité à porter des propositions innovantes de façon à ce que l'écologie soit au centre du projet politique proposé aux Françaises et aux Français.

Cette union devra s'incarner grâce à une équipe plurielle, rassemblant des actrices et acteurs politiques écologistes, de gauche, ainsi que des représentant·e·s des milieux associatifs et syndicaux, préfigurant le gouvernement qui accompagnera le ou la futur·e président·e de la République. Au-delà de l'élection présidentielle, un accord de mandature et de législature devra être établi avec l'ensemble des partis de gauche, incluant également une ouverture à la société civile, afin de disposer d'une base solide pour transformer la société tout préservant l'habitabilité de la planète. Dans cet esprit, les élections municipales de 2026 constitueront la première étape de cette construction, où, partout où cela est possible, nous devrons privilégier des stratégies d'union des forces progressistes, écologistes et antilibérales. Pour garantir la cohérence de ce projet global, le comité de pilotage du pôle projet composé des membres des Écologistes et de personnalités issues de la société civile et du monde associatif, sera central, assurant ainsi une gouvernance partagée et une expertise solide.

Face au péril que représente la montée de l'extrême droite et des droites réactionnaires, notre ambition n'est évidemment pas de résumer le débat politique à gauche à la seule question des alliances, mais bien de concilier l'urgence impérieuse de mener la bataille des idées, la construction d'un projet commun, avec celle de réussir une alliance de la gauche et de l'écologie pour élire une nouvelle majorité pour le pays.

MOTION

Les Écologistes se mettent en ordre de bataille pour l'élection présidentielles de 2027 et se tiennent prêt·es, quel que soit le scénario, à faire vivre l'écologie politique pendant cette campagne des présidentielles.

Pour cela, notre mouvement va poursuivre et amplifier le travail déjà engagé en interne depuis des mois avec :

→ **Un travail structurant sur notre projet écologiste et un travail programmatique spécifique à 2027 :**

il s'appuiera sur le travail des parlementaires, des élus locaux notamment dans nos mairies et des commissions thématiques du mouvement, mais aussi sur les groupes de travail du comité de pilotage du projet du mouvement, qui associent nos forces vives internes de nos commissions thématiques mais aussi des expert·e·s et personnalités extérieures, de la société civile. Ces groupes de travail portent à ce stade en priorité sur les thématiques régaliennes de la diplomatie, de la défense, de la sécurité et de l'économie, mais aussi sur l'écologie et son ancrage dans les territoires, sur le récit écologiste et sur l'intelligence artificielle. En lien avec le Bureau politique, le pôle projet réalisera un document stratégique contenant les lignes prioritaires que nous souhaitons proposer à nos partenaires pour un projet de rupture avec le productivisme, pour une vie digne, une société démocratique, luttant contre toutes les discriminations, féministe et antiraciste ;

→ **La réflexion autour d'un récit gagnant pour notre camp, et sur les mesures phares à mettre en avant pendant la campagne ;**

→ **La poursuite de notre travail de maillage d'un réseau de hauts fonctionnaires qui nous accompagne tant sur le projet et les programmes que sur l'organisation que nous mettrions en place en cas de victoire ;**

→ **L'amplification de notre travail de lien avec des expert·e·s et organisation de la société civile organisée ;**

→ **La préparation de la récolte des signatures et parrainages pour le ou la candidat·e que nous soutiendrons à l'élection présidentielle ;**

→ Les modalités de financement nécessaires pour mener une campagne efficace, en identifiant de nouvelles sources de financement adaptées à cette ambition.

Ce travail a vocation à être mis par notre mouvement au service de l'union des écologistes, de la gauche et de la société civile organisée qui se retrouve dans nos valeurs et dont chaque étape majeure sera validée par le Conseil Fédéral, qui pourra se réunir en session extraordinaire si nécessaire.

Les Écologistes participeront ainsi à toutes les initiatives visant à permettre que ce cadre commun existe et gagne, à commencer par la réunion du 2 juillet 2025 à laquelle une délégation du Bureau politique sera présente avec comme mandat :

→ Un socle programmatique commun partagé par tous les partis, structures associatives, syndicats et candidat·e·s qui souhaitent y participer. Les écologistes seront force de propositions et agiront en faveur d'une démarche programmatique ambitieuse et collective permettant de construire un projet solide et de rupture avec le macronisme ;

→ Une personne désignée candidate pour chaque formation politique disposant déjà d'une représentation au Parlement et la possibilité pour des personnes issues de la société civile organisée, non issue d'un parti politique, non-encarté, sans mandat électif et recueillant un minimum de parrainages via une plateforme commune ;

→ Un vote pour désigner le ou la candidat·e·s de l'union organisé avant l'été 2026 en numérique et/ou présentiel au plus tard à la fin octobre 2026 ;

→ Un ensemble de modalités à définir avec les parties prenantes et adhérant aux principes de cette primaire d'ici à fin 2025 avec comme objectif de : mettre en place un conseil de sages garant de l'organisation et représentatif de la diversité des parties prenantes, des règles simples avec un seul vote, un engagement à s'impliquer jusqu'au bout du processus et si le cadre commun prend la forme d'une primaire, la proposition d'en faire "une primaire des territoires" qui soit tournée vers eux avec une campagne et des débats organisés en conséquence.

→ Des propositions de mobilisations autour de la volonté d'union, dont par exemple :

- L'organisation d'un plaidoyer et d'une mobilisation pour que celles et ceux qui ne seront pas autour de la table le 2 juillet 2025 soient invité·e·s à rejoindre le mouvement ensuite ;
- Une communication unifiée : développement d'une stratégie de communication commune aux forces de gauche et écologistes, mettant en avant les convergences programmatiques et la complémentarité des forces politiques ;
- Une mobilisation sur les territoires : mise en place de campagnes locales dans les territoires, en mobilisant les élu·e·s, les militant·e·s et les habitant·e·s autour d'actions concrètes de terrain. Ces campagnes visent à renforcer la visibilité des enjeux, à favoriser la participation citoyenne et à soutenir les initiatives locales déjà engagées, en encourageant une dynamique collective au plus près des réalités vécues ; - Une mobilisation des abstentionnistes : la primaire permettra de légitimer pleinement l'union en la rendant incontournable, avec un processus transparent et inclusif. Elle doit aussi convaincre celles et ceux qui se sont abstenus au premier tour de revenir aux urnes, en montrant que leur voix peut réellement faire la différence.

Pour : beaucoup ; contre : 21, blancs : 1